



Candidat
Jacques NEPVEU 48 ans Ingénieur
Militant laïque

**CANDIDATS PRESENTES
PAR LE PARTI DES
TRAVAILLEURS**



Suppléante
Sylvie GUY 37 ans, Directrice
d'Ecole Maternelle

OUI IL EXISTE UNE ISSUE !

Tous osent nous dire qu'il n'y a pas d'argent pour l'emploi, les salaires, l'école, la Sécurité sociale et les retraites, alors que le gouvernement :

- a dépensé 25 Millions de francs pour le raid d'un seul avion sur l'IRAK ;
- a versé 150 milliards dans la poche des spéculateurs pour soi-disant "défendre le franc" ;
- a exonéré les capitalistes de 35 milliards de charges sociales de 1986 à 1991.

Non, les 3 millions de chômeurs officiels, les 5 millions de travailleurs précaires, le saccage de la protection sociale, ne sont pas une fatalité.

C'est le résultat du viol du mandat que Mitterrand et la majorité PS-PCF avaient sollicité du peuple en 1981 pour, disaient-ils "rompre avec le capitalisme". C'est le résultat de leur soumission aux institutions antidémocratiques de la Vè République, de leur "réconciliation avec l'entreprise et le patronat".

L'issue viendra de l'union des millions de travailleurs menacés par les plans de licenciements et de privatisations, des millions de chômeurs et de travailleurs précaires, de retraités, de paysans, de petits commerçants et d'artisans, de jeunes.

Oui, la volonté et les forces existent pour réaliser l'unité contre le diktat des spéculateurs, contre les privatisations, les exigences de l'économie de marché qui entraînent la planète dans le chaos économique, les guerres, la misère, détruisent la civilisation au nom du "NOUVEL ORDRE MONDIAL". Les grèves et les manifestations qui se multiplient contre les licenciements, contre les fermetures de classes, contre les conséquences de la politique agricole commune, en sont la preuve.

RIEN DE BON NE SORTIRA DE CES ELECTIONS

Les travailleurs savent qu'il ne peut rien sortir de bon de ces élections car il ne peut rien sortir de bon d'un Parlement que la Constitution antidémocratique de la Vè République réduit à n'être qu'une chambre d'enregistrement des mesures, lois, décrets anti-ouvriers et antipopulaires dictés par le Grand Patronat.

Lors de la dernière législature, 277 lois anti-ouvrières ont été votées !

-29 Mai 1989 : La loi MERMAZ-MALANDAIN sur le logement est votée par le PS (dont M. DELHY, député sortant) et l'abstention du PCF. Cette loi maintient le système des surloyers permettant la flambée des loyers, comme à la Cité Nouvelle d'Aulnay où est prévue plus de 70% d'augmentation du loyer.

-9 Novembre 1992 Le groupe PS (et M. Delhy) vote - avec l'abstention du PCF - le budget de l'enseignement pour 1993. Celui-ci entraîne des milliers de fermetures de classes et suppressions de postes : 7 fermetures en Maternelle Primaire à Aulnay, 7 suppressions de postes au Lycée Jean Zay, 4 au Lycée Voillaume.

-Décembre 1992 : La Loi TEULADE est votée par le PS et le RPR - UDF. elle organise le rationnement des soins, la fermeture de 60 000 lits dans les hôpitaux, la levée du secret médical. Monsieur DELHY, député PS sortant, a osé justifier le bien fondé de cette loi devant une délégation du Parti des Travailleurs, mandatée par une centaine d'Aulnaysiens.

L'ISSUE RESIDE DANS L'UNITE !

* L'unité des rangs ouvriers pour en finir avec la dispersion des luttes, pour unifier en un "TOUS ENSEMBLE" les nombreuses actions spontanées.

* L'unité pour instaurer la démocratie, ouvrir la voie à la constitution d'un gouvernement capable d'abroger les institutions antidémocratiques de la V^e République ; un gouvernement qui soit l'émanation de la volonté du peuple et dont la légitimité sera fondée sur les décisions d'une Assemblée Constituante Souveraine.

POUR UN MANDAT CLAIR

- Pour confisquer les centaines de milliards distribués par le gouvernement aux spéculateurs, pour les affecter à un plan de relance de l'économie, pour assurer à tous le droit au travail, garantir la protection sociale existante et relancer la consommation par l'augmentation des salaires.

- Contre l'odieux chantage au partage du travail qui vise en fait à "partager le chômage", à précariser l'emploi, à baisser les salaires.

- Pour le respect du principe de la laïcité républicaine : "Fonds publics à l'école publique, fonds privés à l'école privée", la restitution des 40 milliards accordés à l'école privée pour empêcher la nouvelle vague de suppressions de classes décidée par Jack Lang.

- Pour le retrait de toutes les troupes françaises engagées au nom de "l'ingérence humanitaire" dans des opérations de guerre contre le droit des peuples et des minorités nationales à disposer d'eux-mêmes.

**_*_*_*_*_*_*_

A AULNAY SOUS BOIS, le PARTI DES TRAVAILLEURS a mené campagne avec d'autres militants, PCF ou ex PCF, ex PS pour le "NON à Maastricht", contre le rétablissement du travail de nuit des femmes dans l'industrie, contre les expulsions dans les cités.

Nous avons proposé aux Organisations se réclamant des travailleurs de présenter une candidature ouvrière unique. Contrairement à d'autres circonscriptions, cela n'a pu se faire à AULNAY-PAVILLONS.

Dans toute la France, le PARTI DES TRAVAILLEURS présente 84 candidats.

LE PARTI DES TRAVAILLEURS vous propose de mener ensemble campagne pour l'unité, de vous organiser avec nous dans les sections du PARTI DES TRAVAILLEURS D'AULNAY-PAVILLONS.

Il vous invite à participer au rassemblement International contre les plans de privatisations du Fonds Monétaire International, au Zénith à Paris, le 20 JUIN 1993 (avec des travailleurs de 76 Pays)

Vu les candidats

PARTI DES TRAVAILLEURS, 55, rue Degeyter 93600 AULNAY